



Pyrénées Atlantiques

www.lechene-pyrenees-atlantiques.org

64@branche.lechene.org

NOTE D'INFO NOVEMBRE 11

***1/Michèle Alliot Marie était l'invitée d'Hedwige
Chevrillon sur BFM TV***

2/ Diner débat Novembre

3/ A vos agendas

**1/ Michèle Alliot Marie était l'invitée d'Hedwige
Chevrillon sur BFM TV**



Hedwige Chevrillon : Quand vous voyez le plan annoncé par François Fillon ce lundi, vous dites-vous que la France a enfin pris la mesure de la situation dans laquelle nous nous trouvons ?

Michèle Alliot-Marie : La situation a évolué, la France adapte donc son programme de modernisation aux exigences, notamment de calendrier. Reste que, quand j'entends parler de rigueur, je me demande si pour nous, pour nos familles, pour la France, c'est vraiment de la rigueur de ne pas dépenser plus, ou beaucoup plus, que ce que l'on gagne. Parce que finalement, c'est de cela qu'il s'agit : de revenir à ce que, chaque année, on essaie de ne pas dépenser davantage que la richesse produite dans notre pays. Cela implique effectivement d'avoir une gestion rigoureuse de l'argent que l'on a pour le dépenser le mieux possible. C'est un travail qui a été entrepris depuis 2007.

(...)

Le mot rigueur n'a pas été prononcé par François Fillon. C'est un mot qui fait peur ?

Non, je pense simplement que les mots ont un sens, et qu'il faut les utiliser en fonction de celui-ci. Ici, on parle de "gestion rigoureuse des finances". La rigueur, c'est ce qui se passe en Grèce, en Espagne, où l'on diminue les salaires, les pensions de retraite. C'est de la rigueur qui s'applique aux personnes.

Mais là les pensions et prestations sont gelées, les objectifs d'économies de la sécurité sociale sont augmentés : tout le volet social se met à l'heure de la rigueur...

L'effort le plus important est demandé à ceux qui sont les plus aisés dans la société. Ceci dit, on essaie aussi de faire en sorte que les régimes sociaux, les régimes de retraites, arrivent à l'équilibre.

(...)

Quel est l'élément le plus marquant de ce plan annoncé par François Fillon : la convergence franco-allemande ?

Il faut à mon avis retenir deux choses. D'abord l'exigence de rattraper l'équilibre entre les dépenses et les recettes. Ensuite, le maintien de la croissance, qui implique la convergence, parce que la divergence aujourd'hui fait que l'Allemagne se trouve dans une meilleure situation économique et financière que la nôtre. Il y a une sorte de distorsion de la concurrence entre nos entreprises et les entreprises allemandes, dues à ce que nos entreprises doivent payer davantage pour couvrir les déficits. A partir de là, nous sommes dans une situation qui pénalise notre propre croissance.

Est-ce que les mesures du G20, la gestion de la crise de la zone euro et le plan de rigueur de la France, sont de nature à nous éviter la récession ?

Nous faisons tout ce qu'il faut pour l'éviter. Les mesures qui sont prises, en France où l'on essaie de préserver le pouvoir d'achat, mais également dans d'autres pays européens à qui l'on demande des efforts importants, doivent effectivement nous permettre d'éviter une récession.

Est-ce que ça ne vous manque pas trop ces temps-ci de ne plus faire partie du gouvernement ?

Je suis au sein de la majorité parlementaire, et pour moi, l'engagement de la vie politique ne se limite pas à une fonction. J'ai eu le privilège d'en exercer de très grandes, mais ce qui compte, c'est l'action. Aujourd'hui, nous avons plus que jamais besoin de solidarité entre tous ceux agissent, c'est-à-dire le gouvernement, le Parlement, les élus locaux et les citoyens.

J'ai vu des crises dans ma vie, pas aussi fortes que celles-ci, mais je sais que de chaque crise, il peut sortir quelque chose de positif. Si cette crise en France amenait chacun à être un petit peu plus citoyen, à ne pas seulement exercer totalement ses droits au détriment de ses devoirs, notre situation serait meilleure. Si chacun se disait que lui aussi pouvait participer à la croissance, en travaillant du mieux possible, en évitant de changer de paire de lunettes l'année où notre vue n'a pas changé et même si la mutuelle dit qu'on a droit chaque année à une nouvelle paire. C'est aussi comme cela que l'on peut agir.

Maintenant, vous dire que j'ai une frustration, non : je sais comment ça se passe de l'autre côté, ça m'intéresse beaucoup, je le suis attentivement et j'essaie, sur le terrain, de soutenir mes collègues et amis du gouvernement.

2/ Diner débat Novembre 2011



Le Chêne des Pyrénées Atlantiques a réuni ce soir à l'initiative d'Henri Levréro et de son équipe départementale une centaine d'adhérents et de sympathisants au restaurant le Milesker à Urrugne en présence de nombreux élus, notamment Odile de Coral, Maire d'Urrugne, Paul Baudry, Maire de Bassussarry et Président de la communauté de communes d'Errobi, ainsi que de Max Brisson, premier-adjoint de Biarritz et conseiller général. André Garreta, président de la Chambre de Commerce et d'industrie du Pays Basque a animé le débat sur la réforme de la CCI, comme un enjeu majeur du développement économique du territoire du Pays Basque. Le Président nous a présenté les différentes missions de la CCI : appui et développement économique, formation (Estia, formation continue, l'école des managers) et gestion des équipements portuaires des ports de Bayonne et de Saint Jean de Luz. La CCI joue un rôle prépondérant dans la transmission des entreprises ce qui permet de maintenir l'emploi. La réforme des Chambre de commerce et d'industrie aura pur but de mutualiser les moyens, et de diminuer les coûts par une gestion régionale. La répartition est en question, il ne faudrait pas renforcer un pôle régional déjà très fort au détriment de l'identité propre des territoires, la CCI de Bayonne c'est 177 salariés et 145 vacataires diriger par des élus bénévoles. Le Président Garreta a insisté sur la nécessité de la défense du territoire du Pays Basque afin de donner les moyens aux entreprises de se développer et de s'implanter sur le territoire, permettant ainsi de préserver l'emploi. Une première en France, une CCI interfrontalière rassemblant les entreprises sur un bassin d'activité allant de Dax à Saint Sébastien, permettant ainsi de mettre en contact les divers acteurs économiques afin de développer les marchés. Le président a rappelé travailler en étroite collaboration avec le Conseil Régional, le Conseil Général et l'agglomération de l'ACBA pour l'implantation des entreprises sur le territoire. Pour le Président de la CCI il faut

3/ A vos agendas

Marie Christine CAUNEGRE et Marie Pierre DARTHAYETTE, respectivement Présidente et Vice Présidente de FCE (femmes chefs d'entreprise) animeront un débat sur le thème :

"Les Femmes Chefs d'Entreprises, moteur du processus économique des classes moyennes"

Notre diner débat se déroulera le 16 Décembre au restaurant ACHAFLA BAÏTA à Ascain

Renseignements et réservations : Patricia GLOAGUEN 06 64 96 06 02